

4 Économie

Trois questions au ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du Développement, chargé de la Promotion des investissements publics et privés

Jean-Marie Ogandaga : " Les réformes visent un rééquilibrage des finances et un meilleur accompagnement social "

Propos recueillis par Christian KOUIGA

Libreville/Gabon

Dans ce mini-entretien, le membre du gouvernement insiste sur l'objet de la visite des émissaires du Fonds monétaire international (FMI), actuellement à Libreville. Et tente d'éclairer, arguments techniques à l'appui, la lanterne de l'opinion sur certaines réformes engagées dans le souci, dit-il, de rééquilibrer les finances publiques et, donc, la balance économique pour un meilleur accompagnement social.

l'union. Monsieur le ministre, une délégation du FMI séjourne, jusqu'au 30 avril prochain, à Libreville dans le cadre d'une mission d'évaluation ou d'exécution du programme économique au 1er trimestre 2019. Que retenir de votre séance de travail avec ces émissaires ?

Jean-Marie OGANDAGA : La visite de nos amis du FMI que j'ai reçus mercredi passé s'inscrit dans le cadre d'une visite de courtoisie élargie à mon collègue du Budget et des Comptes publics. Mon échange avec eux a permis à la mission du Fonds de présenter, notamment, les objectifs de cette visite de travail portant sur : l'appréciation de la situation macroéconomique en 2018, et sur l'exécution du programme économique et financier appuyé par le FMI, sous le prisme des repères structurels et des critères quantitatifs de performance. Nous avons aussi parlé du niveau d'avancement de la réforme en cours dans la zone Cemac, relative au rapatriement des avoirs extérieurs des entreprises exportatrices et publiques, dans le but premier de soutenir la solidité extérieure du FCFA. De même, nous n'avons pas éludé la question relative à l'amorçage des réflexions sur quelques sujets au titre de la prochaine mission de l'article IV; en parlant notamment de la gouvernance du secteur pétrolier, de la diversification et de la performance fiscale dans les zones économiques spéciales; sans oublier la politique



Le ministre de l'Economie, Jean-Marie Ogandaga.

budgétaire pour lutter efficacement contre la pauvreté. Comme quoi, l'un des objectifs de cette visite de travail est de cerner les différents enjeux liés aux tensions de trésorerie, à l'origine du non-respect des plans de trésorerie et de l'accumulation répétée des arriérés de paiement. Nos échanges ont été rassurants. Notre partenaire international financier a réaffirmé son élan traditionnel de nous accompagner dans cette nouvelle phase de restructuration amorcée, qui vise le rééquilibrage des finances publiques et un accompagnement et/ou assistance des populations au plan so-

cial. Il faut dire que nous n'avons pas cessé, avec le FMI et d'autres partenaires, d'engager des discussions permanentes, ici ou ailleurs, dans le cadre de ce programme économique que nous avons engagé depuis 2017.

Justement, au plan social, plusieurs réformes sont initiées ces derniers temps par votre département ministériel. Quel en est le but ?

Aucune réforme n'a jamais été prise dans notre pays dans le but d'acculer ou d'asphyxier la population. Tout au contraire, les réformes entreprises par le gouvernement visent, avant tout, un meilleur équilibre économique et un bel accompagnement social. C'est ainsi que nous avons fait appliquer les prix sur certains produits de consommation conformément à la réglementation en vigueur. C'est dans ce sens également que le gouvernement, sous l'impulsion du président de la République, a initié d'autres mesures fortes et rassurantes visant à accompagner plusieurs pans de la société, au nombre desquels les jeunes filles mères... au travers d'une batterie de mécanismes mis en place. C'est un élan républicain. Nous ne saurions donc aller dans le sens contraire des consignes fermes sans cesse édictées par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, enjoignant le gouvernement à initier et à asseoir des mesures idoines s'inscrivant, stricto sensu, dans le souci directeur de l'amélioration des conditions de vie de nos compatriotes. C'est tout le sens des réformes actuelles, lesquelles sont étudiées et analysées avant d'être appliquées pour un meilleur impact social.

Il se susurre que parmi (ces) mesures, il y a l'augmentation du prix de l'assurance sur les véhicules de plus de cinq ans. Qu'en est-il exactement ?

C'est une intoxication de plus. Le gouvernement n'a rien initié dans ce sens. Et ne saurait d'ailleurs le faire, puisque les assurances sont du domaine privé de la CIMA, qui dicte les règles en matière d'assurance.

Macroéconomie

Comment améliorer et optimiser le budget de l'Etat ?

MSM

Libreville/Gabon

La représentation locale du Fonds monétaire international (FMI) a organisé, le 23 avril dernier, à son siège de Libreville, un séminaire académique avec plusieurs experts en charge de l'économie, sous le thème "Budget de l'Etat et trésorerie : réalités, contraintes et perspectives".

"BUDGET de l'Etat et trésorerie : réalités, contraintes et perspectives". C'est le thème du séminaire académique organisé, le 23 avril dernier, par la représenta-

tion locale du Fonds monétaire international (FMI) avec plusieurs experts en charge de l'économie.

« C'est un débat que nous avons au niveau technique trimestriellement, sur les thèmes portant sur la macro économie de la sous-région. Aujourd'hui, on a parlé du budget de l'Etat, de la comptabilité publique et de la gestion de trésorerie. L'idée est d'avoir ce type de débat tout le temps », a indiqué Marcos Poplawski-Ribeiro, représentant-résident du FMI.

Au cours des discussions, il était question de voir s'il y a des défis au niveau de la planification du budget, de son approbation et de son exécution. Lors de sa pré-



Le séminaire s'est déroulé à la représentation locale du FMI.

sentation, le conférencier du jour, l'universitaire expert économiste et financier, Jean-Valentin Leyama, a indiqué que le

Parlement adopte à la fin de chaque année, en recettes et en dépenses, le budget en équilibre pour l'exercice suivant.

« Or, l'examen de l'exécution de ce budget révèle que si les recettes sont recouvrées en quasi-totalité et souvent, davantage, les dépenses ne sont pas couvertes de manière régulière, excepté la solde, les pensions, la main-d'œuvre et certains postes de transfert, payés à bonne date », a-t-il expliqué.

Il en résulte que depuis plusieurs années, les administrations connaissent de sérieuses difficultés de fonctionnement, l'essentiel de leurs missions régaliennes n'étant plus accompli, y compris les services personnalisés de l'Etat, ainsi que les collectivités locales.

« La question du couplage

budget-trésorerie constitue indubitablement une problématique cruciale qui devrait préoccuper, à la fois, le gouvernement et les partenaires au développement comme le Fonds monétaire international. Après une analyse des causes objectives de ce phénomène, il sera dégagé des pistes de solution dont la mise en œuvre devra requérir, probablement, des profonds changements en comptabilité publique », a ajouté Jean-Valentin Leyama.

Au terme de ce débat, les participants ont conclu de la mise en place de certains outils pour améliorer et optimiser le budget de l'Etat.

C H A N G E S	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 25/04/2019			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
	DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA	en date du		
	XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	25/04/2019	5 568,37
	USD	1,1209	1USD =	585,206	1 USD	607,725	DOW JONES	25/04/2019	26 621,78
	CAD	1,5078	1CAD =	435,042	1 CAD	468,694			
	JPY	125,3400	1JPY =	5,233	100 JPY	552,432			
	GBP	0,8655	1GBP =	757,937	1 GBP	811,576			
	CHF	1,1416	1CHF =	574,594	100 CHF	61 758,23			
	ZAR	16,0928	1ZAR =	40,761	100 ZAR	4 311,67			
	MAD	10,7927	1MAD =	60,778	1 MAD	64,17			
	CNY	7,5304	1CNY =	87,108	1CNY	89,72			
	KES	113,6700	1KES =	5,771	1KES	5,94			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
25 Avril 2019: 74,57

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>